

Quelques enseignements de l'ECN

Le samedi 24 septembre dernier, le 3^e Forum de l'étudiant en médecine, organisé par *La Revue du Praticien*, s'est tenu dans les locaux de l'Université René Descartes à Paris.

Jean-Michel CHABOT
Faculté de médecine - Marseille

Ce forum, auquel ont participé plus de 500 étudiants – la plupart d'entre eux en passe de terminer leur deuxième cycle des études médicales – a été l'occasion de tirer plusieurs enseignements du déroulement de l'édition 2005 de l'Examen classant national (ECN) qui s'était tenu en juin dernier et dont la procédure d'attribution des postes vient de se terminer.

Les expériences rapportées par les étudiants classés 1^{er} et 3^e – venant des facultés de Montpellier et de Lille – ont été bien entendu écoutées avec intérêt, mais, par comparaison à l'édition de 2004, les étudiants venus cette année n'ont pas manifesté les mêmes interrogations où les mêmes craintes que celles mises en avant par leurs aînés en septembre 2004. Cela confirme la notion bien connue selon laquelle les étudiants s'inquiètent surtout – et se mobilisent éventuellement – au moment où les modalités d'épreuves changent (c'est-à-dire au moment où les « règles du jeu » de leurs examens ou concours sont modifiées). Au-delà, et dès lors que les nouvelles modalités ont été expérimentées au moins une fois, les étudiants s'en accommodent, jusqu'à devenir résolument conservateurs. De ce point de vue, l'ECN (et les 9 dossiers qui le constituent) semble désormais bien « installé » dans le curricu-

lum des études de médecine, même si la dénomination véhicule une ambiguïté qui mériterait d'être levée (voir encadré).

Reste que l'introduction prochaine de la lecture critique (en 2008 ?) risque de bousculer une nouvelle fois le conservatisme des étudiants.

Dès lors que les épreuves ont été passées, que le classement a été publié et les postes attribués, l'analyse des flux d'étudiants entrant en troisième cycle de spécialisation jusqu'à l'obtention du DES peut être esquissée.

Cette analyse ne manquera pas de constater que, cette année encore, de nombreux postes d'internes en médecine générale resteront vacants au terme de la procédure d'affectation.

Ce constat peut être expliqué par un éventuel manque d'attractivité de la médecine générale. Il peut aussi l'être de manière beaucoup plus factuelle : il y avait, d'une part 4 311 étudiants classés cette année au terme des épreuves et de leur correction, et d'autre part 4 803 postes d'internes mis en recrutement ; ce sont donc nécessairement près de 500 postes qui ne pouvaient être pourvus, en raison du nombre insuffisant d'étudiants présents aux épreuves et finalement classés.

Cette pratique – habituelle puisque la situation était identique en 2004 – porte un nom : c'est l'inadéquation entre le nombre d'étudiants et celui des postes d'internes. Cette inadéquation se trouve encore majorée par le comportement (critiquable mais difficile à contrôler) des étudiants insatisfaits de leurs résultats cette année et qui préfèrent « redoubler » leur DCEM IV pour repasser l'ECN l'an prochain.

Elle a un avantage, qui est l'absence de contraintes pesant sur les étudiants au moment de leur choix, puisque le nombre de postes excède largement l'effectif des étudiants. Elle a aussi un inconvénient, dont les conséquences sont dommageables, aussi bien pour les étudiants que pour les patients et le système de soins, qui est la non-régulation des flux d'étudiants entrant en troisième cycle et donc des flux de futurs spécialistes.

Et c'est cette absence de régulation des flux qui fera que, dans quelques années, on regrettera de manquer de médecins gériatres ou oncologues ou chirurgiens ou généralistes, alors qu'il y en aura beaucoup trop dans telle ou telle spécialité.

Pour la médecine générale, la situation est encore plus menaçante, puisqu'il est probable que les étudiants qui s'engagent cette année dans le DES pour commencer leur internat s'engageront dans trois ans, une fois le DES obtenu, dans un DESC, par exemple pour devenir urgentiste ou faire de la médecine vasculaire, et qu'alors ils ne pratiqueront pas cette médecine générale, médecine de terrain, de premier recours et de synthèse, par laquelle la continuité et la permanence des soins doivent être assurées.

C'est dire s'il est urgent de réaliser les aménagements nécessaires à la valorisation de la pratique de médecine générale incluant toute une série de mesures bien connues, notamment à partir des travaux de l'Observatoire de la démographie des professions de santé (ONDPS). Ces mesures incluent les possibilités de collaborateur libéral salarié, de cabinet secondaire, de financement, notamment par les collectivités territoriales, de maisons médicales structurées avec du personnel de soutien dont les compétences seraient élargies, et d'organisation de la permanence des soins ou de relations fluides entre la ville et les établissements de santé. ■

L'ambiguïté de l'examen classant national

● **En réalité**, un examen est une épreuve dont la finalité est de vérifier que les étudiants ont acquis un certain nombre de connaissances ou de compétences.

Son objet est donc de situer tous ces étudiants (en fait chacun d'entre eux) par rapport aux connaissances ou compétences exigibles.

On parle alors d'**examen** ou d'**évaluation critériée**, les connaissances ou compétences exigibles représentant les critères exigés pour réussir.

● **En revanche**, un concours est une épreuve dont la finalité est de classer les étudiants entre eux et d'obtenir un classement avec une bonne capacité de dispersion (évitant les ex æquo) et si possible reproductible.

Au point que la valeur réelle des étudiants (c'est-à-dire leur niveau de connaissances ou compétences) devient quasiment secondaire.

On parle alors de **concours** ou d'**évaluation normée**, la norme étant représentée ici par le nombre de postes mis au recrutement.

● **Dès lors**, on voit bien que l'ECN, à cause de sa dénomination, véhicule une ambiguïté liée aux 2 types d'épreuves (examen et concours) de finalités différentes. Ces finalités différentes pourraient parfaitement justifier que les modalités (d'épreuves) soient distinctes, sinon spécifiques.